

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MARDI 11 JANVIER 2011

DINSDAG 11 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 21 par M. Yvan Mayeur, président.

Le **président**: Comme il n'y a pas de questions le jeudi après-midi, la Conférence des présidents a décidé que des questions prioritaires pourraient être posées en commission. Les questions jointes n^{os} 1547 et 1548 de Mme Sminate figurant au point 14 de notre ordre du jour figurent maintenant au point 1, parce qu'elles sont considérées comme prioritaires.

01 Questions jointes de

- Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le contrôle des cartes de stationnement pour personnes handicapées après le décès de l'ayant droit" (n° 1547)

- Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le renouvellement des cartes de stationnement pour personnes handicapées" (n° 1548)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): Les héritiers d'une personne handicapée sont censés renvoyer la carte de stationnement du défunt, mais il semble qu'ils ne le fassent pas toujours. Combien de cartes de stationnement d'ayants droit décédés sont actuellement en circulation? Que fait l'administration pour récupérer ces cartes? Des contrôles sont-ils effectués pour vérifier si le titulaire d'une carte est toujours en vie?

Des problèmes se posent aussi lors de l'octroi de cartes de stationnement définitives aux handicapés. Lorsqu'une carte provisoire n'est plus valable, l'ayant droit doit renvoyer celle-ci en même temps que sa demande de renouvellement. Cette procédure peut durer jusqu'à trois mois. L'administration s'efforce-t-elle de réduire ce délai et de mettre une solution en place pour la période pendant laquelle l'ayant droit ne dispose plus d'aucune carte?

01.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La direction générale Personnes handicapées dit ne pas disposer de données précises concernant le nombre de cartes de stationnement en circulation après le décès des ayants droit. Jusqu'en 2005, le traitement des cartes renvoyées n'était pas automatisé. Depuis 2005, le pourcentage des cartes non renvoyées est passé de 43 % à 20 %.

La durée de validité des cartes de stationnement fournies avant le 1^{er} octobre 2005 est d'ailleurs de 10 ans au maximum.

Il n'existe pas de procédure de récupération automatique des cartes. Le service a pour mission principale, en effet, de délivrer les cartes.

La compétence de contrôle ressortit aux services de police. Après concertation avec les ministres, M. Schouppe et Mme Turtelboom, il avait été convenu de rédiger une circulaire pour sensibiliser les bourgmestres et les services de police mais cela n'a pas été fait à cause de la chute du gouvernement.

L'évaluation médicale est le seul critère qui entre en compte lors du renouvellement des cartes. Si l'intéressé répond aux conditions pour une durée indéterminée, sa carte de stationnement aura également une durée de validité indéterminée.

Pour les délais de délivrance des cartes, il convient de distinguer les demandes pour lesquelles un examen médical est nécessaire et celles concernant des personnes handicapées qui satisfont déjà aux conditions. Dans le deuxième cas, le délai est d'un mois environ. Le délai moyen pour l'examen médical dans le cadre d'une demande de carte de stationnement est passé de 122 à 84 jours depuis 2004. Il convient d'y ajouter le délai de confection de la carte, à savoir un mois.

01.03 Nadia Sminate (N-VA): Quelque 20 % des héritiers ne renvoient pas ces cartes. Pour réduire ce chiffre, je propose de comparer systématiquement les données de l'administration avec celles de l'état civil.

Ma question portait sur le délai qui s'écoule entre la délivrance d'une carte de stationnement provisoire et d'une carte définitive. Je vise les cartes de stationnement limitées dans le temps qui doivent ensuite être remplacées par des cartes illimitées dans le temps.

01.04 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (en néerlandais): Une nouvelle demande et une nouvelle procédure sont nécessaires à cet effet.

01.05 Nadia Sminate (N-VA): Et les personnes concernées sont dès lors privées de carte pendant un certain temps.

01.06 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (en néerlandais): On peut parfaitement déposer une nouvelle demande avant même que la carte de stationnement n'arrive à échéance.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- M. David Clarinval au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'exécution de l'article 29 de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées" (n° 407)

- M. David Clarinval au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'exécution de l'article 29 de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées" (n° 1177)

02.01 David Clarinval (MR): L'article 29 de l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif aux allocations aux personnes handicapées prévoit qu'un montant perçu indûment inférieur à 335 euros, équivalent aujourd'hui à 408,37 euros, n'est pas récupéré. Ce montant me paraît fort élevé!

Quel est le nombre de dossiers concernés par cet article 29 pour les années inscrites? Quel est, par année, le montant total non perçu par vos services via cet article?

02.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (en français): La loi qui ouvre le droit pour des citoyens à des allocations en fonction de leur handicap date de février 1987 et n'est plus adaptée aux temps d'aujourd'hui.

C'est une loi très compliquée pour les bénéficiaires et pour l'administration qui doit la mettre en œuvre.

Mon idée était de consulter les personnes handicapées et de revoir un certain nombre de points de cette loi, perçue comme injuste. En effet, une personne handicapée qui trouve un emploi sera pénalisée ("prix du travail"), tout comme une personne handicapée qui se met en ménage ("prix de l'amour").

Différents groupes politiques, dont le MR, déposent des propositions de loi visant à supprimer ces relatives injustices. Mais en même temps on nous demande si les "petits montants" seront récupérés.

Il n'y a pas de perte financière pour la sécurité sociale car les allocations pour les personnes handicapées (allocation de remplacement de revenu, allocation d'intégration et allocation d'aide aux personnes âgées) ne ressortent pas de la sécurité sociale, mais d'un régime résiduaire. Il s'agit d'allocations qui relèvent de l'intégration sociale.

Lorsque l'administration instruit un dossier, soit une révision d'office, soit un nouveau calcul dans le cas d'une modification professionnelle ou familiale, aura lieu avec effet rétroactif, mais la personne handicapée peut demander une renonciation totale ou partielle de la récupération des sommes. Une procédure s'ensuivra. Dans ce cas, l'administration va calculer la dette, la notifier et effectuer une enquête sociale et financière. Une commission de l'aide sociale, soit la francophone, soit la néerlandophone, remettra ensuite un avis. Ensuite, le dossier est transmis au ministre qui prend sa décision.

Les coûts de cette procédure sont élevés: lors d'une première réforme, il a été décidé en 1993 de renoncer d'office à la récupération des dettes dont le montant ne permet pas de couvrir ce coût, actuellement fixé à 408 euros.

Il n'est pas correct de dire que l'État perd de l'argent. Cela coûterait plus cher de récupérer des montants inférieurs à 408 euros que de renoncer aux dossiers. Il n'existe cependant pas de possibilité de renonciation en cas de fraude.

De 2005 à 2010, on renonce d'office à quelque 2 000 dossiers sur un montant total qui fluctue d'année en année. Des chiffres précis seront communiqués au secrétariat.

Le département vise donc la meilleure gestion possible des dossiers de quelque 300 000 bénéficiaires. Nous avons réalisé un monitoring financier pour déterminer les moyens nécessaires, nous avons résorbé un arriéré important, nous avons atteint un délai de traitement inférieur à six mois, nous avons obtenu la quasi-suppression des intérêts de retard.

Vu l'impossibilité d'augmenter les moyens humains et financiers, le département investit prioritairement dans l'informatisation. La priorité doit être le traitement le plus rapide possible des dossiers; la récupération de petits montants me paraît donc contre-productive.

02.03 David Clarinval (MR): Je ne vois aucune contradiction à vouloir changer la loi et à vouloir aussi appliquer correctement la loi existante.

S'il n'y a pas de perte financière pour la sécurité sociale il y en a une pour le budget de l'État. Je suis très content que la fraude ne soit pas concernée ici.

Le traitement rapide des dossiers représente quelque 800 000 euros par an et je comprends qu'on investisse dans cette mesure mais je persiste à penser qu'il serait peut-être utile de diminuer le montant de l'arrêté royal pour permettre d'éviter qu'une partie de cet argent soit perdue.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Karin Temmerman à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "des problèmes techniques relatifs à l'envoi d'attestations de client protégé" (n° 873)

03.01 Karin Temmerman (sp.a): Les personnes qui souhaitent obtenir le statut de client protégé peuvent acheter du gaz et de l'électricité à des tarifs sociaux. Depuis le 1^{er} janvier, le SPF Sécurité sociale envoie les

attestations informatisées nécessaires aux fournisseurs. Un problème technique se pose toutefois dans un certain nombre de cas. Il en résulte que des personnes n'obtiennent pas ce à quoi elles ont droit. Le secrétaire d'État en est-il informé? Les problèmes techniques seront-ils résolus? Les ayants droit qui ont payé une facture trop élevée pourront-ils encore récupérer ultérieurement le montant excédentaire?

03.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'automatisation du tarif social pour l'énergie constituait un volet du Plan de lutte contre la pauvreté. Le problème dénoncé par Mme Temmerman relève en première instance de la compétence de M. Magnette. Le SPF Économie a élaboré un système en collaboration avec la Banque-carrefour de la sécurité sociale et les institutions concernées.

La direction générale Personnes handicapées coopère avec le SPF Économie en vue de la délivrance des attestations pour personnes handicapées. La direction générale m'a fait savoir que certains problèmes se sont effectivement présentés dans le cadre de l'informatisation. J'ai contacté le cabinet de M. Magnette et, demain, une réunion de travail est prévue avec des représentants du SPF Économie, de la Banque-carrefour de la sécurité sociale et des institutions sociales concernées afin d'analyser et de résoudre les problèmes.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées" (n° 915)

04.01 Sonja Becq (CD&V): La Belgique a ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. En exécution de ce traité, notre pays doit adresser un premier rapport au Haut Commissariat des droits de l'homme à Genève d'ici au 1^{er} juin 2011. La société civile se demande de quelle manière elle sera associée à ce rapport. Le ministre peut-il rassurer ces ASBL?

04.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La Convention des Nations Unies relative aux personnes handicapées requiert une politique transversale à tous les niveaux de pouvoir. Les difficultés auxquelles se heurte la constitution d'un nouveau gouvernement ont engendré des retards, de sorte que je puis comprendre les inquiétudes de la société civile. Cette situation n'implique toutefois pas qu'aucune avancée n'aurait été engrangée dans ce dossier. À la demande de la conférence interministérielle Bien-être, le groupe de travail Relations internationales se penche actuellement sur ce dossier.

Je vous donne un état du dossier. Les points de contact de chaque gouvernement régional et des autorités fédérales ainsi que le mécanisme de coordination ont été désignés. Le budget pour le personnel supplémentaire a été prévu dans le projet de budget initial 2011 de la direction générale. L'exécution de l'article 33/2 est suivie de près par les associations qui représentent les personnes handicapées. La conférence interministérielle a décidé d'organiser au sein du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme le dispositif visant à assurer la promotion, la protection et le suivi prévu à l'article 33/2 de la Convention mais ces travaux sont à l'arrêt à la suite de la chute du gouvernement fédéral. Il a toutefois été convenu au sein du groupe de travail Relations internationales de cette Conférence de poursuivre sur cette piste de réflexion.

En ce qui concerne la politique fédérale, je travaille en étroite collaboration avec le Conseil supérieur national des personnes handicapées et le Belgian Disability Forum, qui fait partie du European Disability Forum. L'apport d'autres acteurs de la société civile est également sollicité. Les gouvernements des entités fédérées ont également un rôle à jouer en la matière.

L'État belge est responsable de la rédaction des rapports destinés au comité des Nations Unies pour les droits des personnes handicapées. Il doit suivre une procédure transparente et mener une étroite concertation avec les organisations représentatives.

La procédure relative aux rapports a assurément été lancée, tant au sein de la conférence interministérielle qu'au sein de la cellule de coordination du SPF Affaires étrangères. Une première concertation avec la société civile a déjà eu lieu le 27 octobre. Il me semble dès lors indiqué de continuer à travailler ainsi pour

pouvoir utiliser au mieux le savoir-faire du SPF Affaires étrangères en ce qui concerne les rapports aux instances des Nations Unies.

La rédaction d'un tel rapport est techniquement complexe, et il faut également tenir compte des instructions du Comité des Nations Unies. Je constate que le BDF a annoncé qu'il rédigera lui-même un rapport, ce qui n'est pas inhabituel. En tout cas, tout est mis en œuvre pour que le rapport officiel belge soit soumis aux Nations Unies le 1^{er} août 2011 au plus tard.

04.03 Sonja Becq (CD&V): Je comprends très bien que ce n'est pas une matière simple, eu égard tout particulièrement à la complexité de nos structures politiques. Ce qui est important, c'est que nous savons à présent que la société civile sera impliquée et que les rapports seront présentés correctement.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **Mme Sonja Becq** à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les défauts de la nouvelle attestation générale pour les personnes handicapées délivrée par le SPF Sécurité sociale" (n° 913)

- **Mme Sonja Becq** au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les défauts de la nouvelle attestation générale pour les personnes handicapées délivrée par le SPF Sécurité sociale" (n° 914)

- **M. Stefaan Vercamer** à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, et au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les imperfections de la nouvelle attestation générale délivrée par le SPF Sécurité Sociale aux personnes handicapées" (n° 996)

05.01 Sonja Becq (CD&V): L'ancienne attestation générale pour les personnes handicapées contenait une information abondante sur les droits éventuels. Le nouveau document est plutôt sommaire et, qui plus est, rédigé dans un langage juridique et technique. Un premier pas vers une meilleure information serait la création d'un site internet regroupant toutes les allocations possibles dans un ensemble intégré. Une solution de nature plus fondamentale pourrait toutefois consister en l'attribution d'office de droits, sur la base de données fournies par les mutualités.

Quel est le point de vue du secrétaire d'État? Quelles améliorations lui semblent possibles? Que pense-t-il de l'octroi automatique de droits?

05.02 Stefaan Vercamer (CD&V): L'ancienne attestation mentionnait également le pourcentage et le nombre de points attribués, mention fort intéressante et bien utile pour les intéressés et les services d'encadrement. Pourquoi a-t-on abandonné l'ancien modèle d'attestation? Quelles démarches le secrétaire d'État entreprendra-t-il pour que les personnes handicapées soient aussi bien informées sur leurs droits qu'avant?

05.03 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'attestation générale a été modifiée dans un souci de simplification (elle est passée de dix à deux pages) et de meilleure conformité avec la réglementation actuelle, dont les critères ne sont plus fondés sur des pourcentages. Le nombre de points attribués figure cependant encore sur la nouvelle attestation.

Pour certaines mesures, les organismes reçoivent directement de la direction générale Personnes handicapées une attestation électronique par le biais de la Banque-carrefour. La personne handicapée ne doit dès lors plus demander d'attestation pour bénéficier de certaines mesures. J'ai l'intention de mettre en place une automatisation des droits. Je vais remettre un tableau aux membres de la commission.

Mon administration aménage actuellement l'attestation en tenant compte de l'avis du Conseil supérieur des personnes handicapées et des observations des utilisateurs. Le nouveau modèle est attendu d'ici à mars ou avril prochain.

05.04 Sonja Becq (CD&V): Il convient d'y associer individuellement les personnes handicapées, mais aussi ceux qui les assistent.

05.05 Stefaan Vercamer (CD&V): La pratique qui consiste à octroyer certains droits et certains services aux personnes handicapées sur la base de pourcentages est ancrée dans toutes les couches de notre société. Les instances publiques officielles ont besoin d'attestations, et les Communautés et Régions, les communes et les conseils provinciaux appliquent aussi des règlements sur la base de pourcentages et non de points. Il convient de se concerter fondamentalement avec tous les services concernés qui octroient des droits ou des avantages aux personnes handicapées, afin que tous soient sur la même longueur d'ondes.

05.06 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je prends acte de ces observations dont nous tiendrons compte.

05.07 Stefaan Vercamer (CD&V): Les modifications ne peuvent pas nuire à l'accessibilité. Je cite à titre d'exemple la société de logement social qui demande, avant d'accorder la priorité à une personne handicapée, une attestation prouvant que celle-ci est atteinte d'un handicap à 66 %. Comment cette personne peut-elle encore en apporter la preuve?

L'incident est clos.

06 Question de M. David Geerts au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de l'Intégration sociale, sur "l'intervention pour l'aide aux tiers dans le cadre de l'arrêté royal du 27 juin 1969" (n° 952)

06.01 David Geerts (sp.a): La loi-programme du 1^{er} juillet 2004 dispose que les personnes handicapées qui introduisent une nouvelle demande ne peuvent le faire que pour obtenir une allocation de remplacement de revenus. Le droit acquis – l'aide de tiers prévue par l'arrêté royal de 1969 – prend fin. Les personnes qui n'introduisent pas de nouvelle demande conservent dès lors leur allocation. Celles qui introduisent une nouvelle demande reçoivent généralement une allocation largement inférieure. Cette situation est vécue comme une grande injustice.

Pourquoi l'ancienne loi ne reste-t-elle pas d'application jusqu'au moment où les personnes ressortissant à l'arrêté royal de 1969 pourront bénéficier d'une garantie de revenus aux personnes âgées? Je souhaiterais connaître les arguments des services du secrétaire d'État.

06.02 Jean-Marc Delizée, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La mesure a été prise pour permettre l'extinction de l'ancien système et l'harmonisation des différents régimes.

L'allocation octroyée sur la base de la loi de 1969 continuera à être versée jusqu'à l'âge de la retraite. C'est à ce moment qu'il est procédé au calcul du droit à la pension complémentaire. L'Office national des Pensions (ONP) verse l'allocation complémentaire jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la base de la loi du 27 février 1987.

Cette loi définit deux types de droits acquis à une allocation pour les ayants droit en vertu de la loi de 1969. Les allocations ordinaires ou spéciales et les allocations pour l'aide aux tiers constituent des droits entièrement acquis. Les allocations complémentaires versées par l'ONP sont égales à l'allocation perçue jusqu'à une réforme de la loi de 1987.

Par la loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses du 12 août 2000 – et donc pas celle de 2004 – on a voulu faire diminuer dans les meilleurs délais le nombre d'ayants droit par le biais de l'ancien système afin d'en arriver plus rapidement à une application généralisée de la loi de 1987.

L'opération était motivée par la simplification. Si un bénéficiaire dépose aujourd'hui une demande lui-même, celle-ci ne peut à ce jour être examinée qu'en vertu de la loi de 1987. Cette situation peut en effet impliquer un risque. Il est préférable que les personnes handicapées qui veulent déposer une nouvelle demande contactent d'abord la direction générale pour demander une simulation.

06.03 David Geerts (sp.a): Cette réponse peut servir de référence dans quelques cas individuels.

06.04 **Jean-Marc Delizée**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Une diminution annuelle de 13 % du nombre de bénéficiaires est attendue. En avril 2010, 1 800 personnes bénéficiaient encore de l'allocation ordinaire ou spéciale. Le budget prévoit 10 millions d'euros pour le règlement des droits acquis. Selon l'ONP, il s'agissait de 3 090 personnes en avril 2010, pour un montant de 12 millions d'euros.

L'incident est clos.

07 **Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "certains aspects de la procédure en recours contre une décision des pouvoirs publics relative à l'intervention pour l'aide aux personnes âgées" (n° 1927)**

07.01 **Sonja Becq** (CD&V): La procédure à suivre pour faire appel d'une décision concernant l'allocation d'aide aux personnes âgées est relativement longue, ce qui fait que certaines personnes n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Quelle est la durée précise de cette procédure d'appel? Combien de personnes décèdent avant la fin de la procédure? Quel est le nombre de procédures ouvertes, et dans combien de cas cette procédure est-elle couronnée de succès? Y a-t-il moyen d'écourter la procédure, selon le ministre?

07.02 **Jean-Marc Delizée**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En 2010, 83 000 décisions ont été prises à propos d'une allocation d'aide aux personnes âgées. Un recours a été introduit auprès du tribunal du travail contre 566 décisions. Le délai d'attente moyen entre l'introduction de ce recours et la décision du juge s'est élevé à 18,8 mois en 2010. Dans 59 % des cas, la procédure s'est traduite par une décision en faveur du demandeur.

Toutefois, il est exact que 67 personnes sont décédées alors que la procédure était encore en cours. La procédure de recours est effectivement trop longue et ce délai est lié en grande partie à l'organisation de la justice, une compétence du ministre de la Justice. Mon administration s'attelle activement à l'informatisation des dossiers et fournit des efforts considérables pour éviter les procédures de recours. Ainsi, ces dernières années, le nombre de procédures de recours est passé de 822 sur 66 000 décisions en 2007 à 566 sur 83 000 décisions en 2010.

07.03 **Sonja Becq** (CD&V): Je suis agréablement surprise par le nombre réduit de procédures d'appel.

Si je me félicite du faible nombre de recours, je m'étonne toutefois que dans 59 % des cas, le recours a débouché sur une décision à l'avantage du demandeur. Les recours ne sont dès lors manifestement pas si illégitimes. Le secrétaire d'État souligne fièrement la baisse du nombre de recours, mais je voudrais connaître l'évolution des décisions prises à la suite de ces recours au cours des dernières années.

07.04 **Jean-Marc Delizée**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous pourrions demander ces données.

07.05 **Sonja Becq** (CD&V): Volontiers, car ces chiffres sont importants à mes yeux. La baisse du nombre de recours est peut-être attribuable à la plus grande clarté des informations. Le pourcentage de recours justifiés pourrait également être lié à cette situation.

Je demanderai également au ministre de la Justice comment le délai d'attente de 18 mois peut être écourté.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 36.

De vergadering wordt geopend om 14.21 uur en voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

De **voorzitter**: Aangezien het vragenuurtje van donderdagmiddag tot nader order is afgeschaft, heeft de Conferentie van voorzitters besloten dat er in de commissies prioritaire vragen kunnen worden gesteld. De

samengevoegde vragen nr. 1547 en nr. 1548 van mevrouw Sminate, punt 14 op onze agenda, komen daardoor bovenaan op de agenda te staan, aangezien ze als prioritair zijn aangemerkt.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Nadia Sminate aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de controle op parkeerkaarten voor personen met een handicap na het overlijden van de rechthebbende" (nr. 1547)

- mevrouw Nadia Sminate aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de vernieuwing van parkeerkaarten voor gehandicapten" (nr. 1548)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): De erfgenamen van mindervalide personen moeten de parkeerkaarten van de overledene terugsturen, maar blijken dit niet altijd te doen. Hoeveel parkeerkaarten van overleden rechthebbenden zijn er momenteel in omloop? Wat doet de administratie om deze kaarten te recupereren? Wordt bij controles nagegaan of de rechthebbende van de kaart nog in leven is?

Er doen zich ook problemen voor bij het uitreiken van definitieve parkeerkaarten voor mindervaliden. Wanneer de geldigheid van de voorlopige kaart verstreken is, moet de rechthebbende die kaart terugsturen, samen met de aanvraag van de vernieuwing. Deze vernieuwing kan tot drie maanden in beslag nemen. Werkt de administratie aan een oplossing voor die vertraging en voor de periode dat de rechthebbende niet over een kaart beschikt?

01.02 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (Nederlands): De Directie-generaal Personen met een handicap zegt dat ze niet beschikt over exacte gegevens over het aantal parkeerkaarten dat nog in omloop is na het overlijden van de gerechtigde. De behandeling van de teruggezonden kaarten was tot 2005 niet geautomatiseerd. Het percentage van niet-teruggestuurde parkeerkaarten is sinds 2005 teruggelopen van 43 naar 20 procent.

De parkeerkaarten die werden afgeleverd voor 1 oktober 2005, hebben trouwens een geldigheidsduur van maximum 10 jaar.

Er is geen procedure om de kaarten systematisch te recupereren. De hoofdplicht van de dienst is immers het afleveren van kaarten.

De controlebevoegdheid behoort toe aan de politiediensten. Na overleg met ministers Schouppe en Turtelboom werd afgesproken om een rondzendbrief op te stellen om burgemeesters en politiediensten te sensibiliseren. Door de val van de regering is dat niet meer gebeurd.

Het enige criterium bij de vernieuwing van de kaarten is de medische evaluatie. Als de betrokkene voor onbepaalde duur voldoet aan de voorwaarden, is de parkeerkaart ook voor onbepaalde duur geldig.

Bij de termijnen voor aflevering van de kaarten is er een onderscheid tussen aanvragen waarvoor een medisch onderzoek nodig is en aanvragen waarbij de persoon met een handicap al aan de voorwaarden voldoet. In het tweede geval duurt de aflevering van een parkeerkaart ongeveer een maand. De gemiddelde termijn voor het medisch onderzoek bij de aanvraag van een parkeerkaart is sinds 2004 verminderd van 122 naar 84 dagen. De tijd die nodig is voor de aanmaak – een maand dus – moet daarbij opgeteld worden.

01.03 Nadia Sminate (N-VA): Maar liefst 20 procent van de erfgenamen stuurt die kaarten niet terug. Om dat cijfer naar beneden te halen pleit ik ervoor de gegevens van de administratie systematisch te vergelijken met die van de burgerlijke stand.

Mijn vraag ging over de termijn tussen de aflevering van een voorlopige en een definitieve parkeerkaart. Ik doel op de parkeerkaarten die beperkt in tijd zijn en die later moeten worden vervangen door kaarten die niet beperkt in tijd zijn.

01.04 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (Nederlands): Daarvoor zijn een nieuwe aanvraag en een nieuwe procedure nodig.

01.05 Nadia Sminate (N-VA): Waardoor die persoon gedurende een bepaalde tijd zonder kaart zit.

01.06 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): Men kan perfect al een nieuwe aanvraag indienen voordat de datum van de parkeerkaart verstreken is.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- de heer David Clarinval aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de uitvoering van artikel 29 van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap" (nr. 407)

- de heer David Clarinval aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de uitvoering van artikel 29 van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap" (nr. 1177)

02.01 David Clarinval (MR): Artikel 29 van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap bepaalt dat er niet wordt overgegaan tot de terugvordering van onverschuldigd betaalde tegemoetkomingen indien het bedrag daarvan lager is dan 335 euro, wat vandaag overeenstemt met 408,37 euro. Dat lijkt me toch een aanzienlijk bedrag!

Op hoeveel dossiers heeft dat artikel 29 betrekking, voor elk van de ingeschreven jaren? Welke bedragen werden er per jaar op grond van dat artikel niet door uw diensten teruggevorderd?

02.02 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Frans*): De oorspronkelijke wet die burgers recht geeft op een tegemoetkoming op grond van hun handicap, dateert van februari 1987 en is niet meer aangepast aan de omstandigheden van vandaag.

Het is een bijzonder ingewikkelde wet, zowel voor de begunstigden als voor de administratie die met de uitvoering ervan is belast.

Ik had het plan opgevat om de personen met een handicap te raadplegen, en een aantal onderdelen van die als onrechtvaardig gevoelde wet te herzien. Een persoon met een handicap die een baan vindt, wordt immers benadeeld ('de prijs van de arbeid'), net als een persoon met een handicap die gaat samenwonen ('de prijs van de liefde').

Verscheidene fracties, waaronder de MR, komen met wetsvoorstellen die ertoe strekken die relatieve onrechtvaardigheden weg te werken, maar terzelfder tijd wordt ons gevraagd of 'kleine bedragen' zullen worden teruggevorderd.

Van een verlies voor de sociale zekerheid is hier geen sprake, want de tegemoetkomingen voor personen met een handicap (inkomensvervangende tegemoetkoming, integratietegemoetkoming en tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden) worden niet betaald door de socialezekerheidskas, maar uit hoofde van een residuaire regeling. Die tegemoetkomingen behoren tot het beleidsdomein van de maatschappelijke integratie.

Als de administratie een dossier onderzoekt, kan er met terugwerkende kracht een herziening van ambtswege of, in het geval van een wijziging op professioneel of familiaal vlak, een herberekening plaatsvinden. De persoon met een handicap kan evenwel vragen om volledig of gedeeltelijk af te zien van de terugvordering van de sommen. Daarop wordt er een procedure opgestart. De administratie zal dan de schuld berekenen, aanzeggen en een sociaal en financieel onderzoek uitvoeren. Vervolgens geeft een Nederlandstalige of Franstalige commissie voor sociaal hulpbetoon haar advies, en ten slotte wordt het dossier voorgelegd aan de minister, die een beslissing neemt.

De kosten lopen hoog op bij deze procedure: tijdens een eerste hervorming in 1993 werd beslist om ambtshalve af te zien van de terugvordering van schulden waarvan het bedrag lager ligt dan de kosten. Momenteel bedragen de kosten voor deze procedure 408 euro.

Het klopt niet dat de Staat geld verliest. Het zou immers meer kosten om bedragen van minder dan 408 euro terug te vorderen dan om de dossiers zonder gevolg te laten. In geval van fraude moet er echter altijd worden teruggevorderd.

In de periode 2005-2010 werden er zo'n 2.000 dossiers ambtshalve geseponneerd, op een totaal dat van jaar tot jaar schommelt. Er zullen het commissiesecretariaat precieze cijfers worden bezorgd.

Het departement wil de dossiers van zo'n 300.000 rechthebbenden dus zo goed mogelijk beheren. Er gebeurde een financiële monitoring om na te gaan welke middelen er nodig zijn, er werd een belangrijke achterstand weggewerkt, de behandelingstermijn werd ingekort naar minder dan zes maanden en er hoeven nagenoeg geen verwijlrenten meer te worden betaald.

Aangezien het niet mogelijk is de personele en de financiële middelen op te trekken, investeert het departement bij voorrang in de informatisering. De eerste bedoeling moet zijn de dossiers zo snel mogelijk af te handelen. De terugvordering van kleine bedragen lijkt me in dat verband contraproductief.

02.03 David Clarinval (MR): De wens om de wet te wijzigen staat volgens mij niet haaks op de bedoeling om de bestaande wet correct toe te passen.

Er mag dan geen financieel verlies zijn voor de sociale zekerheid, dat verlies is er wel voor de rijksbegroting. Ik ben wel erg blij dat er hier geen sprake is van fraude.

Een snelle behandeling van de dossiers kan zo'n 800.000 euro per jaar opbrengen, en ik begrijp dan ook dat er in die maatregel geïnvesteerd wordt, maar ik blijf erbij dat het misschien opportuun is om het in het koninklijk besluit bedoelde bedrag te verminderen teneinde te voorkomen dat een gedeelte van dat geld zou verloren gaan.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "technische problemen in verband met het doorsturen van attesten van beschermde afnemer" (nr. 873)

03.01 Karin Temmerman (sp.a): Wie het statuut van beschermde afnemer krijgt, kan gas en elektriciteit tegen sociale tarieven aankopen. Sinds 1 januari stuurt de FOD Sociale Zekerheid de nodige attesten digitaal naar de leveranciers. In een aantal gevallen is er echter een technisch probleem, waardoor mensen niet krijgen waar ze recht op hebben. Is de staatssecretaris op de hoogte? Zullen de technische problemen opgelost worden? Kunnen rechthebbenden die te veel betaald hebben, dat bedrag achteraf nog recupereren?

03.02 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (Nederlands): De automatisering van het sociaal tarief voor energie was een onderdeel van het plan Armoedebestrijding. De problematiek die mevrouw Temmerman aankaart, is in eerste instantie een bevoegdheid van minister Maignette. De FOD Economie heeft het systeem uitgewerkt in samenwerking met de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid en de betrokken instellingen.

De Directie-generaal Personen met een handicap werkt met de FOD Economie samen voor de attesten voor personen met een handicap. De Directie-generaal heeft mij laten weten dat er inderdaad een aantal problemen zijn geweest bij de automatisering. Ik heb contact opgenomen met het kabinet van minister Maignette en morgen is er een werkvergadering gepland met de FOD Economie, de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid en de betrokken sociale instellingen om de problemen te analyseren en op te lossen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het uitvoeren van het VN-verdrag inzake de rechten van personen

met een handicap" (nr. 915)

04.01 Sonja Becq (CD&V): België heeft het VN-verdrag inzake de rechten van personen met een handicap geratificeerd. In uitvoering van dat verdrag moet tegen 1 augustus 2011 aan het Hoog Commissariaat voor de Mensenrechten in Genève een eerste verslag worden bezorgd. Het middenveld vraagt zich af hoe het bij dat verslag zal worden betrokken. Kan de minister deze vzw's geruststellen?

04.02 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): Het VN-verdrag voor de rechten van personen met een handicap vraagt een transversale politiek op alle beleidsniveaus. De moeizame regeringsformatie heeft enige vertraging met zich meegebracht, zodat ik de ongerustheid van het middenveld enigszins kan begrijpen. Zulks wil echter niet zeggen dat in het dossier geen vooruitgang werd geboekt. De werkgroep Internationale Betrekkingen werkt in opdracht van de interministeriële conferentie Welzijn aan het dossier.

Ik geef een stand van zaken. De contactpunten van elke deelregering en van de federale overheid en het coördinatiemechanisme zijn aangeduid. Het budget voor het bijkomend personeel werd bepaald in het ontwerp van initiële begroting 2011 van de Directie-generaal. De uitvoering van artikel 33/2 wordt nauw opgevolgd door de verenigingen die de personen met een handicap vertegenwoordigen. De interministeriële conferentie heeft beslist om het dispositief ter bevordering, bescherming en opvolging, zoals bepaald in artikel 33/2 van het verdrag, te organiseren in het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding, maar door de val van de federale regering ligt een en ander stil. Binnen de werkgroep Internationale Relaties van die conferentie is wel beslist om verder te gaan met dat denkspoor.

Voor het federale beleid werk ik nauw samen met de nationale Hoge Raad voor personen met een handicap en het Belgian Disability Forum, dat deel uitmaakt van het European Disability Forum. Tevens wordt er gezocht naar de inbreng van andere actoren uit het maatschappelijke middenveld. Ook de deelregeringen hebben hierin een rol te spelen.

De Belgische Staat is verantwoordelijk voor de redactie van de verslagen voor het VN-comité voor de rechten van personen met een handicap. Ze moet daarbij een transparante procedure volgen en nauw overleg plegen met de representatieve organisaties.

De procedure voor de rapportering is wel degelijk gestart, zowel binnen de interministeriële conferentie als in de coördinatiecel bij de FOD Buitenlandse Zaken. Een eerste overleg met het maatschappelijke middenveld heeft al plaatsgevonden op 27 oktober. Het lijkt me dan ook aangewezen op die manier voort te werken, om zo optimaal de knowhow van de FOD Buitenlandse Zaken inzake verslaggeving aan VN-instanties te kunnen benutten.

Het opstellen van een dergelijk verslag is een technisch complexe aangelegenheid, waarbij men ook rekening moet houden met de instructies van het VN-comité. Ik merk dat het BDF heeft aangekondigd zelf een verslag te zullen opstellen, wat niet ongebruikelijk is. In ieder geval wordt alles in het werk gesteld opdat het officiële Belgische verslag zou worden ingediend bij de Verenigde Naties tegen 1 augustus 2011.

04.03 Sonja Becq (CD&V): Ik begrijp zeer goed dat dit geen eenvoudige materie is, zeker gezien de complexiteit van onze politieke structuren. Vooral belangrijk is dat we nu weten dat het middenveld hierbij wordt betrokken en dat de rapportering correct gebeurt.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sonja Becq** aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de gebreken van het nieuwe algemene attest voor personen met een handicap afgeleverd door de FOD Sociale Zekerheid" (nr. 913)

- mevrouw **Sonja Becq** aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de gebreken van het nieuwe algemene attest voor personen met een handicap afgeleverd door de FOD Sociale Zekerheid" (nr. 914)

- de heer **Stefaan Vercamer** aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, en aan de staatssecretaris voor Sociale

Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de gebreken van het nieuwe algemene attest voor personen met een handicap afgeleverd door de FOD Sociale Zekerheid" (nr. 996)

05.01 Sonja Becq (CD&V): Het oude algemeen attest voor personen met een handicap bevatte heel veel informatie over mogelijke rechten. Het nieuwe document is echter vrij summier en daarbij opgesteld in een juridische en technische taal. Een eerste stap naar betere informatie zou een website zijn waar alle mogelijke tegemoetkomingen in een geïntegreerd pakket zouden worden samengebracht. Een fundamentele oplossing kan echter liggen in het automatisch toekennen van rechten, op basis van gegevens van de ziekenfondsen.

Wat is het standpunt van de staatssecretaris? Wat voor verbeteringen acht hij mogelijk? Wat denkt hij over het automatisch toekennen van rechten?

05.02 Stefaan Vercamer (CD&V): Het oude attest vermeldde ook het percentage en het aantal punten van de handicap, wat zeer interessant en nuttig was voor de betrokkenen en voor de begeleidende diensten. Waarom stapt men af van dat attest? Wat zal de staatssecretaris doen om ervoor te zorgen dat de personen met een handicap even goed als vroeger geïnformeerd worden over hun rechten?

05.03 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (*Nederlands*): Het algemeen attest werd aangepast met de bedoeling het te vereenvoudigen – het ging van tien naar twee bladzijden – en beter af te stemmen op de huidige reglementering, waarin geen criteria meer gebruikt worden die gesteund zijn op percentages. Het toegekende aantal punten staat wel nog op het nieuwe attest.

Voor bepaalde maatregelen ontvangen de instellingen via de Kruispuntbank rechtstreeks een elektronisch attest van de Directie-generaal Personen met een handicap. Dit betekent dat de persoon met een handicap geen attest meer moet vragen om bepaalde maatregelen te genieten. Het is mijn bedoeling om tot een automatisering van de rechten te komen. Ik bezorg de commissieleden een tabel.

Mijn administratie werkt momenteel aan een aanpassing van het attest, waarbij rekening wordt gehouden met het advies van de Hoge Raad voor personen met een handicap en met de opmerkingen van de gebruikers. Het nieuwe model wordt verwacht tegen maart of april van dit jaar.

05.04 Sonja Becq (CD&V): Niet alleen de individuele personen met een handicap moeten daarbij worden betrokken, maar ook degenen die hen bijstaan.

05.05 Stefaan Vercamer (CD&V): De praktijk om bepaalde rechten en diensten aan gehandicapte personen toe te kennen op basis van percentages is ingeburgerd in alle lagen van onze samenleving. Niet alleen de officiële overheidsinstanties hebben attesten nodig, ook de Gemeenschappen en de Gewesten, de gemeenten en de provinciebesturen hanteren reglementen op basis van percentages, niet van punten. Er moet grondig overlegd worden met alle betrokken diensten die aan gehandicapten rechten of voordelen toekennen, zodat iedereen dezelfde taal spreekt.

05.06 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (*Nederlands*): Ik neem akte van deze opmerkingen en we zullen er rekening mee houden.

05.07 Stefaan Vercamer (CD&V): Veranderingen mogen de toegankelijkheid niet schaden. De sociale huisvestingsmaatschappij vraagt bijvoorbeeld, alvorens een gehandicapte persoon prioriteit te verlenen, een attest waaruit blijkt dat hij voor 66 procent gehandicapt is. Hoe kan de persoon in kwestie dat nog bewijzen?

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer David Geerts aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de tegemoetkoming hulp aan derden in het kader van het KB van 27 juni 1969" (nr. 952)

06.01 David Geerts (sp.a): De programmawet van 1 juli 2004 bepaalt dat personen met een handicap die een nieuwe aanvraag indienen, dat enkel kunnen doen voor het verkrijgen van een inkomensvervangende

tegemoetkoming. Het verworven recht – dat is de hulp van derden uit het KB van 1969 – vervalt. Wie geen nieuwe aanvraag indient, behoudt dus zijn uitkering. Wie wel een nieuwe aanvraag indient, krijgt doorgaans een veel lagere uitkering. Dat wordt als een grote onrechtvaardigheid ervaren.

Waarom blijft de oude wet niet gelden tot de mensen die onder het KB van 1969 vielen, recht hebben op een inkomensgarantie voor ouderen? Ik had graag de achterliggende argumentatie van de diensten van de staatssecretaris gekend.

06.02 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): De maatregel werd genomen om het oude systeem te laten uitdoven en de verschillende stelsels te harmoniseren.

De tegemoetkoming die wordt toegekend op basis van de wet van 1969, wordt doorbetaald tot aan de wettelijke pensioenleeftijd. Dan wordt het recht op aanvullend pensioen berekend. De Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) betaalt de aanvullende tegemoetkoming tot er een beslissing wordt genomen op basis van de wet van 27 februari 1987.

Die wet bepaalt twee types van verworven rechten voor gerechtigden van een uitkering volgens de wet van 1969. De gewone of bijzondere tegemoetkomingen en tegemoetkomingen voor hulp aan derden zijn volledig verworven rechten. De aanvullende tegemoetkomingen die door de RVP worden betaald zijn gelijk aan de uitkering die wordt ontvangen tot een herziening van de wet van 1987.

Met de wet houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen van 12 augustus 2000 – niet 2004 dus – wilde men het aantal gerechtigden via het oude systeem zo snel mogelijk laten verminderen om zo vlugger tot een veralgemeende toepassing van de wet van 1987 te komen.

Vereenvoudigen was de drijfveer. Als een gerechtigde nu zelf een aanvraag indient, kan die enkel nog worden behandeld op basis van de wet van 1987. Dat kan inderdaad een risico inhouden. Personen met een handicap die een nieuwe aanvraag willen indienen, nemen best eerst contact op met de Directie-generaal om een simulatie te laten maken.

06.03 **David Geerts** (sp.a): Dit antwoord kan houvast bieden in een aantal individuele gevallen.

06.04 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): Er wordt gerekend op een vermindering van het aantal begunstigten met 13 procent per jaar. In april 2010 waren er nog 1.800 gerechtigden voor de gewone of bijzondere tegemoetkoming. In de begroting is 10 miljoen euro opgenomen voor de betaling van de verworven rechten. Voor de RVP ging het in april 2010 om 3.090 personen, voor een bedrag van 12 miljoen euro.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "een aantal aspecten van de beroepsprocedure tegen een overheidsbeslissing omtrent de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden" (nr. 1927)**

07.01 **Sonja Becq** (CD&V): De beroepsprocedure bij een beslissing inzake de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden duurt vrij lang, waardoor een aantal mensen niet meer kan rondkomen.

Wat is de duurtijd van de beroepsprocedure? Hoeveel mensen overlijden vooraleer de procedure is afgerond? Hoeveel procedures worden er ingesteld? Hoeveel van deze procedures zijn succesvol? Ziet de minister mogelijkheden om de procedure in te korten?

07.02 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée** (*Nederlands*): In 2010 werden 83.000 beslissingen genomen over een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden. Tegen 566 beslissingen werd een beroep aangetekend bij de arbeidsrechtbank. De gemiddelde wachttijd tussen het aantekenen van dat beroep en de uitspraak van de rechter is in 2010 opgelopen tot 18,8 maanden. In 59 procent van de gevallen heeft de procedure geleid tot

een beslissing in het voordeel van de aanvrager.

Maar het klopt dat 67 personen zijn overleden terwijl de procedure nog liep. De beroepsprocedure duurt inderdaad te lang. Dat heeft voor een groot stuk te maken met de organisatie van het gerecht, een bevoegdheid van de minister van Justitie. Mijn administratie werkt volop aan de informatisering van de dossiers en doet bijzondere inspanningen om beroepsprocedures te voorkomen. Op die manier is het aantal beroepsprocedures de laatste jaren al gedaald van 822 procedures op 66.000 beslissingen in 2007 tot 566 procedures op 83.000 beslissingen in 2010.

07.03 Sonja Becq (CD&V): Ik ben aangenaam verrast door het kleine aantal beroepsprocedures.

Het geringe aantal beroepen is verheugend, maar ik kijk wel op van het feit dat in 59 procent van de beroepen een beslissing viel in het voordeel van de aanvrager. Zo onterecht zijn de beroepen dus blijkbaar niet. De staatssecretaris wees trots op het dalende aantal beroepen, maar hoe evolueerden de uitspraken in beroep tijdens de voorbije jaren?

07.04 Staatssecretaris Jean-Marc Delizée (*Nederlands*): Die cijfers kunnen we eventueel opvragen.

07.05 Sonja Becq (CD&V): Graag, want volgens mij zijn die belangrijk. Er zijn minder beroepen, misschien omdat de informatie duidelijker is. Het percentage van terechte beroepen kan daar ook verband mee houden.

En ik zal de minister van Justitie vragen hoe die lange wachttijd van 18 maanden kan worden verholpen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.36 uur.